

ÉCOLE

LES SOCIALISTES RECALEÉS

Face à la crise scolaire, les socialistes préfèrent le nivellement par le bas à la promotion au mérite, une position idéologique au détriment d'une vision d'avenir ! Le bilan de François Hollande sur l'éducation est accablant et les dégâts malheureusement considérables.

RYTHMES SCOLAIRES : UNE RÉFORME MANQUÉE

Imposée aux collectivités, aux familles, et aux enseignants, cette réforme ne répond pas au besoin d'agencement des journées pour les écoliers.

Selon une enquête publiée récemment, 74 % des enseignants estiment que l'organisation des rythmes scolaires a un impact négatif sur les élèves. Seuls 4 % des enseignants interrogés affirment que cette réforme a un impact positif.

De nombreuses communes font face à des difficultés financières et pratiques pour mettre en place une réforme mal préparée, insuffisamment concertée et sources d'inégalités dans l'organisation du temps périscolaire.

LES VIEILLES RECETTES SOCIALISTES : TOUJOURS PLUS D'EMBAUCHES !

En 2013, la Cour des comptes précisait que le « *ministère de l'Éducation nationale ne souffre pas d'un manque de moyens budgétaires ou d'un nombre trop faible d'enseignants, mais d'une utilisation défailante des moyens existants* ». Cela n'a en rien empêché François Hollande de promettre la **création de 60 000 postes dans l'Éducation nationale**.

Cette **politique de recrutement effrénée est source de réelles inquiétudes sur le niveau de sélection** et se fait **au détriment des professeurs** eux-mêmes, touchés par la **suppression des heures supplémentaires**. Le gouvernement a fait le choix assumé d'une forme de paupérisation selon la formule « **plus de professeurs, moins payés** », alors que l'amélioration des conditions matérielles et morales d'exercice du métier est nécessaire.

EN CHIFFRES

- Nombre d'élèves pour la rentrée 2014 : **12 296 400**
- Nombre de professeurs pour la rentrée 2014 : **839 700** enseignants
- Budget 2015 de l'Éducation nationale : **65,02** milliards d'euros



LES PROGRAMMES ET LE COLLÈGE PRIS POUR CIBLE

En privilégiant la mise en place de nouveaux enseignements interdisciplinaires, **le gouvernement se trompe de priorité**. Il faut, au contraire, mettre l'accent sur l'apprentissage des **savoirs fondamentaux** dès le primaire plutôt que disperser le travail des jeunes dans une illusoire **école ludique où l'effort est banni** et dont la seule vocation – nous dit la ministre – est que l'enfant ne s'y ennue pas.

L'allègement des programmes d'histoire aura pour conséquence une moins bonne maîtrise par les élèves de **l'histoire de France, de notre culture commune et de nos valeurs**, éléments essentiels pour notre cohésion nationale.

Les **nouveaux programmes** formulés dans un jargon parfois ridicule, comme le nouveau socle de compétence qui ne comporte plus **aucune référence à la nation ou à l'autorité**, traduisent le choix du nivellement par le bas. En histoire, certains thèmes, à l'image de ceux sur « *les Lumières* » ou « *Les empires byzantin et carolingien entre Orient et Occident* » seront laissés à la discrétion des enseignants. **Ces choix dévalorisent l'histoire de notre pays.**

Le remplacement des options de grec et de latin ainsi que la suppression des classes bilangues et des sections européennes sont les marqueurs d'un **égalitarisme forcené**. Mais en détruisant les filières d'excellence, ce sont, en réalité, les plus faibles qu'ils pénalisent désormais, privés de pouvoir réussir par leurs talents et leur mérite. **Du 49.3 à la publication d'un décret dans la nuit, au lendemain d'une forte mobilisation des enseignants, le gouvernement de Manuel Valls a choisi, au Parlement comme à l'école, le passage en force.**

Il n'est pas étonnant que la réforme du collège suscite **une forte opposition de la part des enseignants eux-mêmes**. Ils sont ainsi **76 %** à considérer que la réforme va **niveler par le bas le niveau global des collégiens** (Ifop, 9 juin 2015).



L'IDÉOLOGIE ÉGALITARISTE SANS LIMITE DES SOCIALISTES

Les mesures prises en faveur de la promotion du mérite républicain sous la présidence de Nicolas Sarkozy ont été supprimées par la gauche ou vidées de leur contenu.

Tout a été fait pour décourager le travail et le mérite : attaques brutales contre les classes préparatoires, suppression des « internats d'excellence », suppression des évaluations nationales en CE1 et CM2, débat idéologique sur la fin des notes à l'école, attitude indigne vis-à-vis des bourses au mérite. Dans un premier temps supprimées, le gouvernement socialiste – face à l'enchaînement des pétitions – a finalement décidé de rétablir les bourses au mérite en les **divisant par deux** ! Ce ne sont plus 1800 euros annuels que les élèves méritants recevront, mais seulement 900.

Comme elle a fini par se résoudre au chômage de masse, la gauche au pouvoir s'est également résignée à l'échec scolaire massif. Notre système scolaire, abandonné par trois ministres successifs dont un (Benoît Hamon) n'aura même pas fait une rentrée, est à bout de souffle alors que les générations ont été sacrifiées les unes après les autres dans une indifférence et un silence coupables.

Il est urgent de renouveler la promesse républicaine que constitue l'école pour chaque famille, pour chaque enfant, et pour notre société tout entière.